

tricité, de gaz naturel, d'uranium et d'autres combustibles. Bien sûr que le prix du pétrole sera sensiblement accru, mais d'une manière progressive tout en restant en-deçà du prix international, mais suffisamment pour encourager davantage à la fois la prospection et l'économie d'énergie.

Le prix du gaz naturel va augmenter moins vite que celui du pétrole. Le gaz sera plus largement distribué; nous encourageons les ménages canadiens à passer du mazout au gaz, et les entreprises à utiliser de plus en plus le gaz naturel. En les stimulant grâce à des subventions fédérales aux consommateurs et à d'autres méthodes, nous allons encourager la conversion à d'autres formes d'énergie que le pétrole.

L'aspect principal de la nouvelle politique énergétique est le partage. Cet aspect est important si tous les Canadiens veulent profiter pleinement de nos nouvelles politiques énergétiques et participer à l'ensemble de l'industrie énergétique qui constitue le principal stimulant de notre économie à l'heure actuelle.

**M. Peter Elzinga (Pembina):** Monsieur l'Orateur, je suis très heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat sur le budget, étant donné que le gouvernement nous a imposé la clôture lors du débat sur la constitution; cette question était peut-être la plus importante dont nous n'ayons jamais débattu en ce qui concerne l'avenir du Canada.

Dans sa conférence de presse du 23 octobre dernier, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré que les députés devraient avoir l'occasion de discuter de l'importante question de la constitution à la Chambre des communes, mais il est évident qu'il est revenu sur cette promesse. Lorsqu'on passe en revue le bilan du premier ministre, on constate que cela n'a rien de nouveau. Il se montre souvent plein de bonne volonté dans ses déclarations, mais ne tient pas ses promesses une fois qu'il est au pouvoir.

Les Canadiens de l'Ouest regrettent vivement d'être relégués au second plan par ces mesures constitutionnelles. Deux provinces ont obtenu le droit de veto aux termes de la constitution, qu'elles regroupent 25 p. 100 de la population ou non. A notre avis, toutes les provinces devraient jouir du même privilège. C'est pourquoi nous avons approuvé le consensus de Vancouver, sur lequel toutes les provinces étaient d'accord. Je crois comprendre que le premier ministre y a même réfléchi et qu'il était prêt à l'accepter au cas où les provinces feraient quelques concessions.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre désirent formuler une constitution dont les propositions traduiront les besoins et les aspirations de tous les Canadiens. Et, ce qui est plus important, nous voulons faire en sorte que les provinces jouent un rôle important dans le mode de vie canadien. Il est regrettable que l'on coupe l'herbe sous le pied des députés les empêchant de participer à un débat aussi important que celui de la constitution.

J'aime le Canada, j'aime l'Alberta et je désire avoir l'occasion de contribuer à leur croissance. Toutefois, lorsque nous voyons ce que notre premier ministre a fait depuis les quelques mois qu'il est revenu au pouvoir, nous constatons qu'il a formulé une proposition constitutionnelle qui a irrité non seulement les Canadiens de l'Ouest mais aussi les provinces de l'Est. Il a proposé une série de mesures énergétiques qui n'ont fait qu'aggraver la situation qui prévaut dans l'Ouest.

### *Le budget—M. Elzinga*

• (2110)

Ce qui est attristant, c'est qu'il veut porter nos prix du pétrole à un cours plus élevé que celui que l'Alberta avait offert au gouvernement fédéral. Cette province avait en effet laissé entendre qu'elle voulait seulement porter ce prix à 75 p. 100 du cours mondial ou du cours américain, selon celui qui serait le moins élevé, mais nous allons voir l'administration libérale actuelle porter ces prix à 85 p. 100 du cours mondial ou du cours américain, selon celui qui sera le moins élevé.

Je voudrais citer un extrait d'un éditorial paru dans le *Journal* d'Edmonton du samedi 23 août sous le titre «You the People». Voici:

Nous sommes profondément accablés de voir que le gouvernement libéral à Ottawa a fait ce que nous craignons le plus.

Les négociations avec les provinces sur la constitution ne sont qu'une imposture. Les négociations sur l'énergie avec l'Alberta étaient de la fumisterie. Pour les libéraux, le fédéralisme canadien n'est qu'une supercherie. Personne dans notre pays ne saurait se féliciter de ces conclusions ignobles.

C'est l'intégrité même du fédéralisme canadien vivant qui est en jeu. La bonne foi sur laquelle le fédéralisme doit s'appuyer est en jeu elle aussi, de même que l'honnêteté et la bonne volonté dont sa survie dépend.

Les libéraux font peu de cas des négociations avec les provinces alors même qu'ils sont engagés dans ces négociations, tout comme ce fut le cas lors des négociations avec l'Alberta au sujet du pétrole. Ce que nous avons, ce n'est pas un régime fédéral, mais un État unitaire qui fait semblant d'être un régime fédéral.

Voilà qui décrit joliment bien la façon dont de nombreux Albertains considèrent le gouvernement libéral actuel. Je le répète, il a pris une série de mesures que les Canadiens de l'Ouest jugent hostiles à leur région. Je demeure perplexe lorsque je constate que le gouvernement se dit sensible aux besoins de la province de Québec—je suis d'accord avec lui là-dessus—mais qui se montre absolument dénué de toute sensibilité à l'égard de l'Ouest.

Examinons un certain nombre de postes qui ne figurent pas dans le budget libéral. Celui-ci n'offre absolument rien aux agriculteurs du Canada, si ce n'est qu'il hausse le prix du pétrole. Il n'offre rien non plus aux Canadiens dont le revenu est fixe et aux personnes du troisième âge. Lorsque nous examinons les antécédents des dix dernières années du gouvernement libéral, nous constatons que le premier ministre (M. Trudeau) a échoué dans tout, si ce n'est dans ses efforts pour demeurer au pouvoir.

Passons en revue les états de service des libéraux, et voyons de quelle situation nous avons hérité. Ils nous ont légué des dépenses gouvernementales, un chômage, une inflation et des taux d'intérêt atteignant tous un niveau record. Sous leur administration, notre dollar est tombé à des niveaux presque sans précédent. Quand on compare cela à quelques-unes de nos initiatives pendant la courte durée de notre gouvernement, on constate que des mesures ont été présentées pour réduire les dépenses du gouvernement. Nous étions en train de réduire le déficit budgétaire énorme. Nous avions présenté un projet global réaliste d'accès aux renseignements. Nous avions promis une réforme parlementaire apte à permettre aux députés, pris individuellement, de jouer un rôle plus significatif dans la détermination de la voie dans laquelle la nation devrait s'engager. Dans notre budget, nous avions prévu des mesures visant à réduire le fardeau des impôts sur les gains de capitaux imposés aux agriculteurs. Nous avions offert des possibilités de déduction pour les femmes au travail dans le secteur agricole et celui de la petite entreprise. Nous étions sur le point de présenter une loi sur l'importation de la viande. Nous nous étions